



Bruxelles, le 15 mars 2014
140315/01

D É C L A R A T I O N

**de M^{me} Catherine Ashton, Haute Représentante de l'UE,
à l'occasion du troisième anniversaire du soulèvement syrien**

La Haute Représentante de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et vice-présidente de la Commission a fait ce jour la déclaration suivante:

"Le terrible conflit en Syrie entre dans sa quatrième année. Avec plus de 100 000 morts, 2 millions de réfugiés et 9,3 millions de Syriens, dont la moitié d'enfants, ayant besoin d'une aide humanitaire, la tragédie syrienne n'a pas d'équivalent dans l'histoire récente. Il incombe à la communauté internationale d'y mettre un terme. La seule solution possible à la crise est une solution politique: il faut établir un organe de gouvernement transitoire et mettre en place un véritable processus politique sans exclusive mené par les Syriens et appelé à déboucher sur l'édification d'une Syrie démocratique et pluraliste.

L'UE est particulièrement préoccupée par le sort des groupes les plus vulnérables. Plus de dix mille femmes ont trouvé la mort dans le conflit; 4,3 millions d'enfants, pour la plupart déplacés, ont cruellement besoin d'être nourris, hébergés et scolarisés. L'UE, qui a fourni à ce jour une aide d'un montant supérieur à 2,6 milliards d'euros, est le principal donateur pour les victimes aussi bien en Syrie qu'à l'extérieur de celle-ci. Nous rendons hommage aux populations et aux gouvernements des pays voisins de la Syrie qui accueillent un nombre sans cesse croissant de réfugiés. L'UE continuera d'apporter un soutien aux communautés d'accueil pour les aider à faire face à cette situation. Nous appelons toutes les parties, et en particulier le gouvernement syrien, qui est le premier responsable de la tragédie humanitaire, à satisfaire rapidement à l'ensemble des obligations imposées par la résolution 2139 du Conseil de sécurité des Nations unies, et demandons l'application rigoureuse du mécanisme d'examen afin d'en assurer le respect.

POUR EN SAVOIR PLUS:

Michael Mann +32 498 999 780 - +32 2 584 9780- Michael.Mann@eeas.europa.eu @EUHighRepSpox
Maja Kocijancic +32 498 984 425 - +32 2 298 65 70 - Maja.Kocijancic@ec.europa.eu @AshtonSpox Maja
Sebastien Brabant +32 460 75 09 98 - Sebastien.Brabant@ec.europa.eu

Suivez-nous sur Twitter [@eu_eas](https://twitter.com/eu_eas)
www.facebook.com/EuropeanExternalActionService
www.eeas.europa.eu

Je suis extrêmement préoccupée par les constatations de la commission d'enquête internationale indépendante, dont le septième rapport a confirmé le recours aveugle par le régime au meurtre, à la torture, au viol, à la prise d'otages et aux violences sexuelles. Il s'agit là de crimes contre l'humanité, de crimes de guerre et de violations flagrantes des normes internationales en matière de droits de l'homme et du droit humanitaire. Cette crise, qui a commencé par la répression brutale exercée par l'armée à l'encontre de manifestants pacifiques, a été exacerbée sous l'effet du terrorisme et du fait de l'implication d'un nombre croissant de combattants étrangers. Les crimes de guerre commis par des groupes armés non étatiques dont l'objectif n'est pas la création d'une Syrie libre, démocratique et prospère, viennent aggraver la tragédie que subit actuellement la population syrienne. Il n'y aura aucune impunité pour ces actes, quelle que soit la partie au conflit qui les aura commis.

Des progrès ont certes été accomplis dans la destruction des armes chimiques, mais il est indispensable que le régime syrien respecte l'échéance du 30 juin 2014 fixée par la résolution 2118 du Conseil de sécurité des Nations unies.

Je confirme à nouveau la volonté de l'UE de chercher une solution politique au conflit et d'aider le peuple syrien. La communauté internationale continuera d'œuvrer de concert en faveur d'une Syrie libre, démocratique et pacifique."
